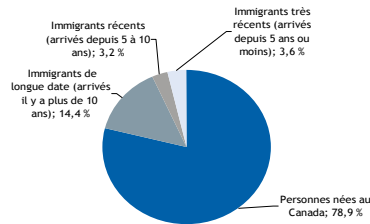


ANALYSE CONJONCTURELLE

Décembre 2011

Figure 1

Population active canadienne, selon le statut d'immigrant, 2006

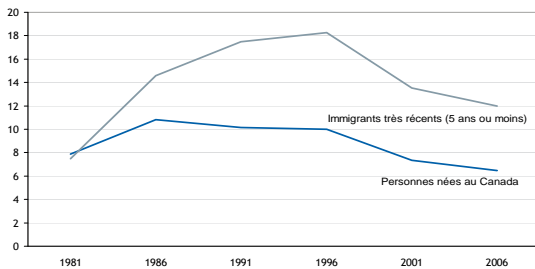


Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Figure 2

Taux de chômage, 1981-2006

% de la population active qui est sans emploi



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Dawn Desjardins
 Économiste en chef adjoint
 416-974-6919
 dawn.desjardins@rbc.com

Kirsten Cornelson
 Économiste
 416-974-8593
 kirsten.cornelson@rbc.com

Situation des immigrants sur le marché du travail au Canada : les avantages de combler les écarts au chapitre de l'emploi et de la rémunération

Résumé

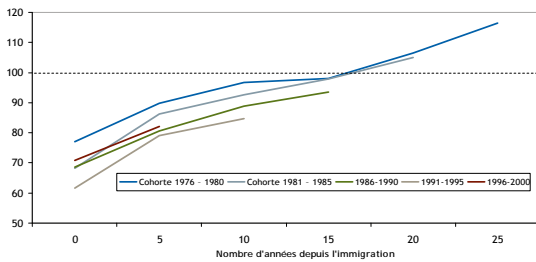
Au Canada, il est généralement admis que les immigrants ont des taux de chômage supérieurs et des salaires inférieurs à ceux des travailleurs nés au Canada. Le rapport qui suit présente une estimation de l'écart de revenu global des immigrants, compte tenu de leur profil de caractéristiques observables plus solide, et examine différentes raisons qui pourraient expliquer leurs difficultés sur le marché du travail. Selon les études réalisées à ce jour, les écarts pourraient être attribuables à de réelles différences entre les compétences des immigrants et des travailleurs nés au Canada, ainsi qu'à des lacunes, sur le marché de l'emploi, qui empêcheraient les immigrants d'utiliser pleinement leurs compétences. Dans un cas comme l'autre, il serait possible d'améliorer la situation des immigrants au moyen d'une formation linguistique plus approfondie, d'une reconnaissance accélérée des titres de compétence et d'autres initiatives favorisant l'intégration. En outre, une évaluation plus rigoureuse des programmes existants pourrait aider à déterminer pourquoi les écarts persistent, et quels sont les moyens les plus efficaces pour les combler.

Introduction

Au cours des 50 dernières années, le Canada a toujours affiché des taux d'immigration élevés par rapport aux autres pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Plus de 20 % des Canadiens (et des membres de la population active) sont nés à l'étranger (voir la Figure 1). En outre, les immigrants sont généralement très instruits, puisque plus de 40 % des nouveaux arrivants ont au moins un baccalauréat, contre 17 % chez les Canadiens de naissance. Collectivement, ces immigrants sont un moteur important de la croissance de la main-d'œuvre et de l'activité économique au Canada; par contre, même si le Canada a fait un excellent travail pour attirer les talents étrangers, l'intégration efficace de ces nouveaux arrivants s'est avérée plus difficile. En moyenne, les nouveaux immigrants ont des taux de chômage supérieurs et des salaires inférieurs à ceux des travailleurs nés au Canada, même s'ils sont plus instruits. Comme la croissance de la main-d'œuvre ralentit en raison du vieillissement de la population, il est essentiel que chaque travailleur donne son plein potentiel. L'un des moyens d'y parvenir est de régler les problèmes qui nuisent à la réussite des immigrants sur le marché du travail.

Figure 3

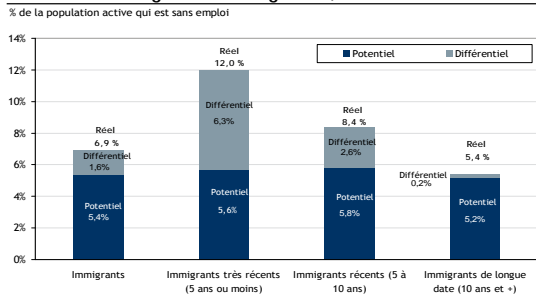
Revenu des immigrants en proportion de celui des personnes nées au Canada, en pourcentage



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Figure 4

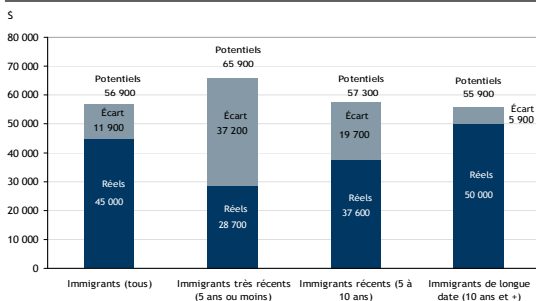
Taux de chômage des immigrants, 2006



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Figure 5

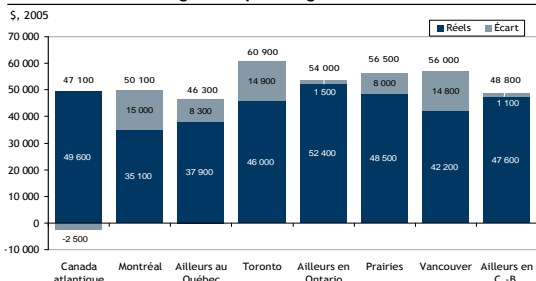
Salaires des immigrants à temps plein, 2005



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Figure 6

Salaires des immigrants par région



Note : Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué

Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Comme nous l'indiquions dans notre rapport *L'avantage de la diversité : l'économie du Canada au XXI^e siècle* publié en 2005, le revenu des immigrants pourrait augmenter considérablement si on réduisait les écarts au titre du salaire et du chômage. À l'époque, nous avons estimé que l'écart de revenu global pouvait atteindre 13 milliards de dollars. Nous avons actualisé l'étude pour tenir compte des différences dans le profil scolaire, démographique et géographique des immigrants par rapport aux Canadiens de naissance. Dans le présent rapport, nous utilisons les données du recensement pour déterminer comment le revenu et les taux de chômage des immigrants évolueraient si leurs compétences observables étaient rémunérées de la même façon que celles des travailleurs nés au Canada. Nous estimons que cela ferait augmenter le revenu des immigrants de 30,7 milliards de dollars, soit environ 2,1 % du PIB en 2006¹. Évidemment, le véritable gain de productibilité sera bien moins élevé si le niveau de compétences des immigrants est inférieur à celui des travailleurs nés au Canada pour un ensemble donné de caractéristiques; par contre, il se peut aussi que le niveau de compétences des immigrants soit supérieur à celui des Canadiens de naissance, ce qui voudrait dire que l'écart est plus grand. Il est aussi possible que les nouveaux immigrants gagnent moins au début, le temps qu'ils s'adaptent au milieu et à la culture de travail au Canada. En raison de ces facteurs, notre estimation de l'écart de revenu des immigrants peut être biaisée, bien qu'elle risque autant de l'être à la hausse qu'à la baisse. Cependant, l'importance de l'effet que nous observons semble indiquer que même des gains modestes au chapitre de l'emploi des immigrants auraient une incidence positive sur l'économie canadienne.

Dans le présent rapport, nous faisons un survol de l'évolution de la situation des immigrants sur le marché du travail au cours des 30 dernières années. Nous présentons ensuite un aperçu de la situation la plus récente en estimant les écarts de salaire et le différentiel de chômage des immigrants à l'aide des données du recensement de 2006, les dernières dont nous disposons. Étant donné que les immigrants ont généralement un profil différent des Canadiens de naissance en ce qui a trait au niveau d'études et à d'autres caractéristiques pertinentes sur le marché du travail, nous rajustons nos estimations pour tenir compte de ces facteurs. Enfin, nous essayons d'évaluer les gains potentiels pour l'économie canadienne en examinant les études qui ont été faites sur les sources des écarts de revenu des immigrants.

Détérioration de la situation des immigrants du point de vue du salaire et du chômage

Depuis 30 ans, la situation économique des nouveaux arrivants au Canada s'est considérablement détériorée par rapport à celle des Canadiens de naissance. Les Figures 2 et 3 montrent la tendance des taux de chômage et des salaires des immigrants canadiens^{2,3}. La différence entre les taux de chômage des nouveaux immigrants et des Canadiens de naissance, très minime en 1981, s'est beaucoup accentuée dans les années 1980 et 1990. En 2006, les nouveaux arrivants avaient des taux de chômage bien supérieurs à ceux des Canadiens de naissance. La Figure 3 montre la moyenne du revenu à temps plein des immigrants en pourcentage de celui des travailleurs nés au Canada pour chaque cohorte de cinq ans à partir de 1980⁴. On peut voir que les immigrants de la cohorte 1976-1980 gagnaient un peu moins que leurs homologues canadiens initialement, mais que leur revenu a rapidement rattrapé et même dépassé celui des Canadiens. Depuis

ce temps toutefois, deux changements importants sont intervenus. Premièrement, l'écart de revenu au moment de l'arrivée s'est élargi. La cohorte de 1976 à 1980 gagnait environ 75 % du salaire moyen des travailleurs nés au Canada en 1980; ce rapport est tombé à tout juste 62 % pour la cohorte 1991-1995. Deuxièmement, bien que les plus récentes cohortes d'immigrants aient un revenu initial moins élevé, leurs salaires n'augmentent pas plus rapidement que ceux des cohortes antérieures, si bien que les écarts de revenu durent beaucoup plus longtemps qu'avant. Sous l'effet conjugué de ces deux tendances, il est fort probable que les nouveaux immigrants mettront plus de temps que les générations précédentes à combler l'écart de revenu. Cette détérioration des perspectives des nouveaux immigrants s'est produite même si les niveaux d'études des immigrants augmentaient. La proportion des immigrants très récents qui ont au moins un baccalauréat est passée de 13,9 % en 1981 à 42,2 % en 2006.

Revenu et taux de chômage des immigrants : Recensement de 2006

La détérioration de la situation des immigrants par rapport aux Canadiens de naissance au cours des 30 dernières années se voit clairement dans les salaires et les taux de chômage des nouveaux immigrants. En 2005, le salaire annuel moyen de l'ensemble des immigrants occupant un emploi à temps plein était d'environ 45 000 \$, soit 700 \$ (2 %) de moins que celui des travailleurs nés au Canada; par contre, les nouveaux immigrants (ceux qui étaient arrivés au Canada au cours des cinq années précédentes) ne gagnaient que 28 700 \$ en moyenne. Les immigrants avaient aussi un taux de chômage supérieur à celui des travailleurs nés au Canada, c'est-à-dire 6,9 %, contre 6,4 %; chez les immigrants très récents, le taux de chômage se situait à 12,0 %. Bien que ces statistiques brossent un sombre tableau de la situation économique des nouveaux immigrants du Canada, elles pourraient en fait sous-évaluer la réussite inférieure des immigrants dans l'économie canadienne. En effet, les immigrants présentent en général un profil de compétences observables qui devrait normalement leur valoir des rétributions économiques supérieures. Les immigrants en âge de travailler (de 16 à 64 ans) au Canada sont plus susceptibles d'avoir un diplôme universitaire que les Canadiens de naissance et sont plus vieux en moyenne. Ils sont aussi plus nombreux à vivre dans les grandes villes, où le revenu est souvent plus élevé. Pour comparer le revenu et les taux de chômage des immigrants, nous allons aussi étudier ce que seraient ces indicateurs pour un travailleur né au Canada présentant des caractéristiques semblables.

Pour faire cette comparaison, nous estimons des modèles de revenu et de taux de chômage pour le Canadien de naissance, en prenant en compte des facteurs comme le niveau d'études, l'âge, le sexe, la région et l'expérience. Nous utilisons ensuite ces modèles pour simuler le revenu et le taux de chômage des immigrants, et estimons ce que ces indicateurs seraient s'ils correspondaient à ceux des travailleurs nés au Canada présentant des caractéristiques observables semblables^{5,6}.

Tenir compte des caractéristiques observables des immigrants change radicalement la situation. Si le profil plus solide des immigrants avait été pris en compte, le taux de chômage « potentiel » des immigrants aurait été de 5,4 % au lieu de

Figure 7

Taux de chômage des immigrants par région

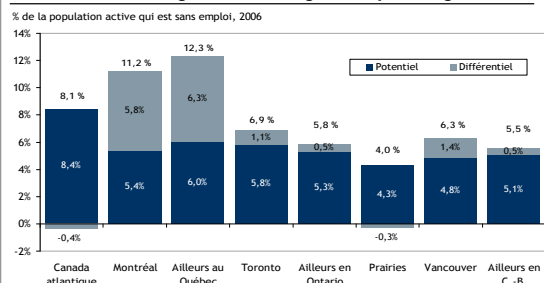


Figure 8

Salaires à temps plein des immigrants, selon le sexe

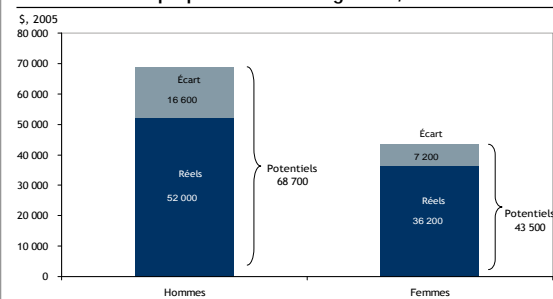


Figure 9

Taux de chômage des immigrants, selon le sexe

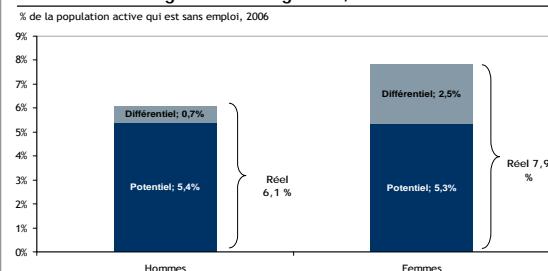
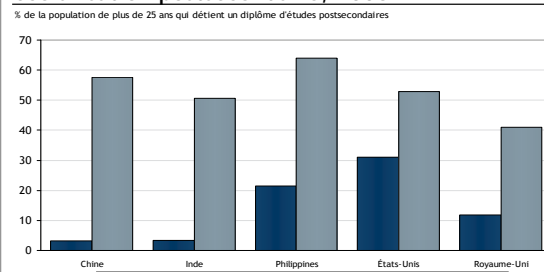


Figure 10

Scolarisation postsecondaire, 2005



6,9 % en 2006, ce qui, selon nos estimations, aurait donné environ 42 000 nouveaux emplois⁷. C'est chez les immigrants très récents que l'écart était le plus important : leur taux de chômage potentiel était de 5,6 % et leur différentiel de chômage implicite, de 6,3 points de pourcentage (voir la Figure 4). Dans le présent rapport, nous tenons peu compte des changements dans le taux de participation au marché du travail. Cependant, si nous tenions compte de l'augmentation du taux de participation, le nombre d'emplois créés augmenterait pour s'établir à 82 000⁸.

Nous estimons que le revenu potentiel des immigrants travaillant à temps plein est d'environ 57 000 \$ par année, ce qui veut dire que les salaires de 2006 étaient inférieurs de 21 % à ce qu'ils auraient été si les caractéristiques des immigrants avaient été rémunérées de la même façon que celles d'un travailleur né au Canada. Pour les immigrants très récents, l'écart était de 56 %, soit environ 37 200 \$ par travailleur (Figure 5).

Fait intéressant, les écarts de salaire et le différentiel de chômage sont plus élevés dans les grandes villes canadiennes, où la majorité des immigrants vivent. La Figure 6 montre l'écart salarial moyen dans les trois plus grandes villes canadiennes, par rapport à la moyenne dans le reste du Canada. L'écart pour les immigrants de ces villes était d'environ 15 000 \$, soit plus de 26 %; dans le reste du Canada, l'écart était d'environ 3 300 \$, soit 6 %. Les données sont comparables pour le taux de chômage, le différentiel de chômage se situant à 2,8 % pour les immigrants des grandes villes, contre 1,3 % ailleurs au Canada.

L'écart de revenu était plus élevé chez les hommes que chez les femmes (24 % contre 17 %). En dollars, cela correspond à environ 16 500 \$ pour les hommes et 7 000 \$ pour les femmes. Par contre, le différentiel de chômage était plus élevé chez les femmes que chez les hommes (2,5 points de pourcentage contre 0,7).

L'élimination des écarts offre d'énormes avantages potentiels

Si l'écart salarial et le différentiel de chômage des immigrants étaient complètement éliminés, à combien se chiffrerait l'augmentation de revenu des immigrants? Selon les estimations présentées ci-dessus, l'augmentation globale de revenu, après ajustement relatif à l'emploi, serait d'environ 30,7 milliards de dollars, ce qui correspond approximativement à 2,1 % du PIB en 2006. Toutefois, comme nous l'avons indiqué précédemment, cette estimation peut être biaisée à la hausse ou à la baisse selon les compétences des immigrants par rapport à celles des travailleurs nés au Canada pour un ensemble donné de caractéristiques.

Pourquoi y a-t-il des écarts?

Les immigrants sont-ils sous-payés ou sous-employés par rapport à leur niveau de compétences? S'il existe des différences entre la qualité de l'éducation à l'étranger et au Canada ou des différences dans les aptitudes linguistiques qui ne sont pas reflétées dans les données du recensement⁹, il est peut-être normal que la rétribution de la scolarité et de l'expérience des immigrants diminue ou augmente. Par contre, des différentiels de chômage et de salaire qui résultent surtout d'imperfections sur le marché du travail (discrimination, non-reconnaissance des diplômes des immigrants ou autres) sont révélateurs de graves lacunes dont la correction permettrait d'améliorer la situation des immigrants. Dans la présente section, nous examinons certaines des études réalisées sur les sources des écarts de salaire et de chômage des immigrants.

Qualité de l'éducation

Il est possible que l'éducation acquise à l'étranger rapporte un salaire inférieur aux immigrants parce qu'elle confère réellement un moins bon niveau de compétences que l'éducation acquise au Canada. Sweetman (2004) s'est penché sur cette question et a conclu que la qualité de l'éducation pouvait avoir un effet considérable, la qualité dans les pays d'origine ayant une incidence relativement marquée sur la rétribution de la scolarisation; par contre, il est peu probable que la mesure utilisée (un indice des résultats moyens d'examens chez des écoliers du primaire) soit représentative des compétences des immigrants canadiens, qui sont susceptibles de se démarquer des populations de leur pays d'origine à certains égards. Par exemple, les immigrants du Canada sont beaucoup plus nombreux à avoir un diplôme universitaire que la population moyenne de leur pays d'origine (voir la Figure 10), ce qui laisse entendre que leur niveau de compétences est vraisemblablement supérieur à la moyenne. Sans une mesure mieux ciblée de la qualité de l'éducation chez les immigrants, il est impossible de savoir la place qu'occupe ce facteur dans l'écart de revenu.

Compétences linguistiques

Les compétences linguistiques des immigrants constituent un autre facteur qui pourrait expliquer leur revenu inférieur et leur taux de chômage supérieur. Bonikowska, Green et Riddell (2008) montrent que les compétences en littératie (une mesure qui recouvre à la fois

les compétences linguistiques et les capacités cognitives) peuvent expliquer la totalité de l'écart salarial pour les immigrants ayant fait des études secondaires et les femmes titulaires d'un diplôme universitaire, et environ la moitié de l'écart pour les hommes détenant un diplôme universitaire (un groupe qui représente la moitié de notre écart de revenu estimatif total). Il est donc permis de penser que l'investissement dans une formation linguistique plus approfondie pour les immigrants pourrait se révéler profitable, surtout si la formation linguistique coûte relativement peu par rapport à la formation de nouveaux spécialistes (comme cela semble probable)¹⁰.

Discrimination

Bien qu'il soit difficile d'évaluer l'ampleur de la discrimination dont les immigrants sont victimes sur le marché du travail, certaines études semblent indiquer que ce facteur peut avoir une incidence importante sur la situation des immigrants. Après avoir mené une expérience d'envoi de curriculum vitae, Oreopoulos (2011) a montré que les candidats ayant des noms à consonances anglaises sont environ 40 % plus susceptibles d'être convoqués en entrevue que les candidats aux noms à consonances étrangères, et ce, même si les deux jeux de CV faisaient état d'études et d'expérience au Canada. Ces résultats corroborent les résultats d'études précédentes montrant que les membres de minorités visibles gagnent moins que les autres Canadiens, même s'ils sont nés au Canada¹¹.

Reconnaissance des titres de compétence

La non-reconnaissance des diplômes étrangers pourrait aussi limiter les perspectives des immigrants. Encore une fois, il est difficile de déterminer la part de ce facteur dans l'écart salarial. Selon l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada, plus des trois quarts des immigrants qui avaient demandé l'évaluation de leurs diplômes avaient obtenu une reconnaissance intégrale ou partielle dans les six mois suivant leur arrivée¹². Après quatre ans, 60 % des immigrants avait fait évaluer leurs diplômes et les deux tiers de ceux-ci avaient été acceptés intégralement ou partiellement. Les principales raisons pour lesquelles les immigrants n'avaient pas demandé d'évaluation de leurs diplômes étaient qu'ils voulaient travailler dans un autre domaine ou qu'ils n'avaient pas eu le temps de le faire¹³. Ces statistiques indiquent que la reconnaissance officielle des diplômes ne peut expliquer qu'une petite partie de l'écart de revenu des immigrants. Par contre, la reconnaissance officieuse pourrait jouer un rôle beaucoup plus important. Selon certains sondages, les employeurs connaissent mal les services de reconnaissance des compétences et beaucoup d'entre eux pourraient ne pas retenir des candidats formés à l'étranger parce qu'ils ne savent pas comment évaluer leurs titres de compétence¹⁴.

Disparité entre les compétences et les besoins

Avec son système de points, le Canada veut sélectionner des personnes qui présentent un niveau élevé de compétences. Jusqu'à tout récemment par contre, le processus de sélection ne tenait pas compte de l'adéquation entre, d'une part, les compétences et la profession des immigrants de la composante économique et, d'autre part, la demande actuelle au Canada. La disparité entre les compétences des immigrants et les besoins de l'économie canadienne pourrait expliquer les difficultés qu'éprouvent les immigrants sur le marché du travail¹⁵. Sweetman et McBride (2004) ont étudié le rôle du domaine d'études dans le revenu des immigrants et ont conclu que les différences dans les domaines d'études des immigrants expliquent tout au plus 14 % de leur écart salarial¹⁶.

Conclusion

Le présent rapport présente une estimation de l'écart salarial et du différentiel de chômage des immigrants, compte tenu de leur profil de caractéristiques observables plus solide. Le problème est bien réel, mais on n'en comprend pas tout à fait les causes. Selon les études réalisées à ce jour, les écarts pourraient être attribuables à de réelles différences entre les compétences des immigrants et des travailleurs nés au Canada, ainsi qu'à des lacunes, sur le marché de l'emploi, qui empêcheraient les immigrants d'utiliser pleinement leurs compétences. Dans un cas comme l'autre, il serait possible d'améliorer la situation des immigrants au moyen d'une formation linguistique plus approfondie, d'une reconnaissance accélérée des titres de compétence et d'autres initiatives favorisant l'intégration. En outre, une évaluation plus rigoureuse des programmes existants pourrait aider à déterminer pourquoi les écarts persistent, et quels sont les moyens les plus efficaces pour les combler.

Méthodologie

Pour estimer les écarts ajustés au chapitre de l'emploi et de la rémunération, nous effectuons les régressions suivantes au moyen des fichiers de microdonnées à grande diffusion du recensement de 2006, en utilisant les données concernant les Canadiens de naissance seulement :

$$\text{Log}(\text{salaires}_i) = a_i + bx_i + e_i$$

$$\text{Pr}(\text{ch\^omage}) = f(bx_i + e_i)$$

Où x_i est un ensemble de caractéristiques personnelles, e_i est un terme d'erreur aléatoire et $f(x)$ est la fonction logistique. Ces fonctions servent ensuite à prédire la situation de la population immigrante. Dans les deux cas, les régressions concernent uniquement les membres de la population âgés de 16 à 64 ans, qui font partie de la population active au moment du sondage; pour la régression des salaires, seuls les travailleurs à temps plein sont inclus.

Les données sur les salaires sont celles de 2005. Les variables d'ajustement utilisées dans la régression des salaires sont le plus haut niveau de scolarité atteint (divisé en six groupes), une mesure de l'expérience potentielle selon l'âge et le niveau d'études, le nombre de semaines de travail en 2005, dix variables nominales de groupe d'âge, neuf variables nominales de région, la situation de famille, le sexe, l'appartenance à une minorité visible et la fréquentation ou la non-fréquentation scolaire du répondant l'année précédente.

Les données sur le chômage ont trait à la semaine précédant le 16 mai 2006. Toutes les variables d'ajustement utilisées dans la régression des salaires sont aussi utilisées dans la régression du chômage, sauf le nombre de semaines de travail en 2005, parce qu'il y aurait eu une valeur « manquante » pour cette variable dans le cas de tout répondant qui aurait été sans emploi tout au long de 2005 et de 2006.

Bibliographie

Autor, David, Frank Levy et Richard J. Murnane (2003). « The Skill Content of Recent Technological Change: An Empirical Exploration », *Quarterly Journal of Economics*, 118 (4), p. 1279-1333.

Barro, Robert et Jong-Wha Lee (2001). « A New Dataset of Educational Attainment in the World, 1950-2010 », site Web des auteurs. [<http://www.barrolee.com/>]

Bonikowska, Aneta, David A. Green et W. Craig Riddell (2008). « Littératie et marché du travail : Les capacités cognitives et les gains des immigrants », Statistique Canada. [<http://www.statcan.gc.ca/pub/89-552-m/89-552-m2008020-fra.pdf>]

Citoyenneté et Immigration Canada (2010). « Évaluation du programme "Language Instruction for Newcomers to Canada" (LINC) », Division de l'évaluation de CIC. [<http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/evaluation/clic/2010/linc-eval.pdf>]

Frenette, Marc et René Morissette (2003). « Convergeront-ils un jour? Les gains des travailleurs immigrants et de ceux nés au Canada au cours des deux dernières décennies », Statistique Canada.

Houle, René et Lahouaria Yssad (2010). « Reconnaissance des diplômés et de l'expérience de travail acquis à l'étranger des nouveaux immigrants », *Perspective*, Statistique Canada. [<http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2010109/pdf/11342-fra.pdf>]

Oreopoulos, Philip et Diane Dechief (2011). « Why do Some Employers Prefer to Interview Matthew, but not Samir? », *Working Paper Series* de l'Association Métropolis de la Colombie-Britannique, n° 11-23. [<http://mbc.metropolis.net/assets/uploads/files/wp/2011/WP11-13.pdf>]

Owen, Tim (2007). « International Credential Evaluation and the Labour Market Integration of Immigrants », *Thèmes canadiens*, printemps 2007.

Pendakur, Krishna et Ravi Pendakur (2011). « Colour by Numbers: Minority Earnings in Canada 1996-2006 », *Working Paper Series* de l'Association Métropolitaine de la Colombie-Britannique, n° 11-05. [<http://riim.metropolis.net/assets/uploads/files/wp/2011/WP11-05.pdf>]

Statistique Canada (2005). « Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada – S'établir dans un nouveau pays : un portrait des premières expériences ». [<http://www.statcan.gc.ca/pub/89-614-x/89-614-x2005001-fra.pdf>]

Sweetman, Arthur et Stephan McBride (2004). « Domaines d'études postsecondaires et résultats sur le marché du travail canadien des immigrants et des non-immigrants », Statistique Canada.

Sweetman, Arthur (2004). « Qualité de l'éducation des immigrants dans leur pays d'origine et résultats sur le marché du travail canadien », Statistique Canada. [<http://www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2004234-fra.pdf>]

Notes

¹ C'est la dernière année pour laquelle on dispose de données de recensement. Le recensement est la seule source de données qui nous permet de suivre les tendances du revenu des immigrants sur de longues périodes.

² Dans tout le rapport, nous nous limitons aux gens âgés de 16 à 64 ans. Quand nous examinons les salaires, nous nous limitons aux personnes qui ont surtout travaillé à temps plein pendant la période de référence et qui ont eu un revenu positif. Pour assurer une meilleure comparabilité avec les résultats de régression communiqués ultérieurement, nous limitons aussi l'échantillon aux observations sans valeurs manquantes pour toutes les variables pertinentes. En limitant notre analyse aux travailleurs à temps plein, nous sous-estimons probablement l'ampleur de l'écart de revenu. En effet, il se pourrait très bien que les groupes exclus de notre analyse soient ceux pour lesquels l'écart de revenu est le plus grand.

³ D'autres indicateurs que le chômage ou les salaires pourraient aussi illustrer les difficultés des immigrants sur le marché du travail. Les immigrants sont plus susceptibles d'être sous-employés que les Canadiens de naissance, c'est-à-dire qu'ils travaillent à temps partiel quand ils voudraient un travail à temps plein ou qu'ils occupent un poste pour lequel ils sont surqualifiés. Ils sont aussi plus susceptibles d'être exclus de la population active purement et simplement. Dans une large mesure, les emplois de moindre qualité se refléteront dans les écarts salariaux. À moins d'indication contraire, nos données ne tiennent pas compte des changements possibles dans le travail à temps partiel ou dans le taux d'activité (voir les notes 6 et 7).

⁴ Comme les données de recensement ne nous permettent pas de suivre les personnes sur une base longitudinale, ces cohortes sont constituées à partir d'ensembles de données transversales; chaque point de données représente un échantillon aléatoire d'immigrants arrivés durant la même période. À noter également que la question du recensement porte sur le revenu de l'année précédente; par conséquent, le revenu dans le recensement de 1981 est celui de 1980, et ainsi de suite.

⁵ Évidemment, l'utilisation de ce calcul comme mesure du revenu potentiel des immigrants pose certains problèmes. Plus particulièrement, un diplôme (comme un baccalauréat) peut signifier différents niveaux de compétences. Si le niveau de compétences d'un immigrant est inférieur à celui d'un travailleur né au Canada qui a le même niveau d'études, ce calcul serait nettement une limite supérieure de l'ampleur de l'écart; par contre, si le niveau de compétences des immigrants est supérieur à celui des travailleurs nés au Canada, nous sous-estimerions le potentiel d'augmentation du revenu. Le rapport ne prend pas position sur la question : nos estimations pourraient être biaisées dans un sens positif ou négatif.

⁶ Frenette et Morissette (2003) ont estimé les écarts de revenu en pourcentage corrigés par la méthode des MCO par cohorte pour la période de 1980 à 2000. Un des apports du présent travail est d'actualiser ces estimations à l'aide des données de 2006 et d'inclure le chômage dans l'analyse.

⁷ Dans notre rapport précédent, nous avons estimé que l'augmentation du niveau d'emploi des immigrants créerait 400 000 emplois. Si nous réutilisons la méthodologie de ce rapport avec les données du recensement de 2006, nous arrivons à un nombre estimatif de 350 000 emplois. Ces chiffres sont supérieurs à notre estimation actuelle parce qu'ils reposent sur l'hypothèse selon laquelle les taux d'activité des immigrants sont semblables à ceux des Canadiens de naissance. Dans notre estimation sommaire de 42 000 emplois, nous ne tenons pas compte des changements dans le taux d'activité. Toutefois, même si nous en tenons compte, nous arrivons à un chiffre inférieur (82 300). C'est que le taux d'activité prévu des immigrants reste inférieur à la moyenne canadienne, une fois les caractéristiques observables prises en compte.

⁸ Dans la plus grande partie du rapport, nous posons comme hypothèse que le taux d'activité des immigrants ne change pas. De meilleurs salaires et des taux de chômage inférieurs auraient probablement une incidence positive sur le taux d'activité des immigrants; par contre, il est difficile de mesurer l'ampleur de cette incidence parce qu'un certain nombre de facteurs importants et inobservables (comme la structure par âges, la fertilité et les normes sociales) interviennent aussi dans les choix qui sont faits en matière de participation au marché du travail. Il n'est pas évident non plus d'interpréter l'augmentation du taux de participation comme un gain « net », étant donné que nous ne connaissons pas la valeur du temps libre et du travail non rémunéré (par exemple la garde des enfants par des parents au foyer) qui seraient perdus. C'est pourquoi nous nous intéressons surtout aux gains résultant de la réduction du chômage et de l'augmentation des salaires.

⁹ Malheureusement, les seules variables linguistiques que nous avons dans le recensement sont celles qui montrent de très grandes aptitudes (par exemple si un immigrant a l'anglais ou le français comme langue maternelle) ou de très faibles aptitudes (si l'immigrant peut soutenir une conversation en anglais ou en français). La prise en compte de ces variables réduit notre estimation de l'écart global du tiers environ; il convient toutefois de noter que le calcul repose sur l'hypothèse selon laquelle la prime salariale des immigrants qui ont une langue officielle comme langue maternelle reflète de meilleures compétences linguistiques. Comme nous ne connaissons pas les aptitudes linguistiques du groupe qui se situe entre les deux extrêmes, ce n'est pas nécessairement une hypothèse valide.

¹⁰ On peut se demander pourquoi les immigrants n'assument pas eux-mêmes le coût de la formation linguistique, compte tenu de ce qu'ils ont à gagner en améliorant leurs compétences linguistiques. En fait, un grand nombre d'immigrants suivent des cours de langue. Selon CIC, plus de 257 000 immigrants étaient inscrits à des programmes de formation linguistique financés par des fonds publics en 2010. Certaines données indiquaient aussi que des contraintes de temps ou d'argent auraient pu empêcher les immigrants de tirer pleinement parti des programmes de formation linguistique (CIC 2010). Malgré l'existence d'options de formation gratuites ou peu coûteuses, le coût d'option de la formation linguistique peut être très élevé, surtout pour les immigrants qui ont des contraintes d'emprunt. Il se pourrait aussi que les programmes linguistiques eux-mêmes ne soient pas très efficaces; il faudrait soumettre les programmes à de nouvelles évaluations pour confirmer cette hypothèse.

¹¹ Voir par exemple Pendakur et Pendakur (2011). Dans nos régressions, la pénalité salariale de l'appartenance à une minorité visible chez les Canadiens de naissance est d'environ 9 %, ce qui correspond à leurs résultats.

¹² Statistique Canada (2005).

¹³ Houle et Yssad (2010).

¹⁴ Owen (2007) donne un aperçu de la question.

¹⁵ Si la situation des immigrants sur le marché du travail résulte d'une disparité entre les compétences et les besoins, on peut se demander pourquoi cette disparité s'est accentuée avec le temps. Une des explications possibles pourrait être le virage de l'économie canadienne vers des professions qui nécessitent des compétences différentes. Autor, Levy et Murnane (2003) démontrent que le profil des emplois a évolué aux États-Unis, passant des tâches cognitives routinières aux tâches analytiques et interactives. Étant donné que le virage du marché du travail aux États-Unis est attribué à la baisse du coût de l'informatique, il est probable qu'une tendance semblable se dessinera au Canada. Si les tâches analytiques et interactives exigent davantage de compétences linguistiques ou de connaissances culturelles, un tel virage pourrait avoir des effets disproportionnés sur la situation des immigrants.

¹⁶ Il convient de noter que le domaine d'études est une mesure globale qui ne met pas nécessairement en évidence des compétences professionnelles précises. Nous devrions bientôt disposer de plus d'information sur le rôle des besoins du marché du travail dans la situation des immigrants puisque la politique d'immigration a récemment été modifiée pour faire une plus grande place à la profession dans le processus de sélection.

Nous aimerions remercier Abdurrahman Aydemir et Garnett Picot pour leurs commentaires fort utiles sur le présent article.

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.